

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 50.015/2/V
DU 3 AOÛT 2011

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par la Ministre de l'Intérieur, le 14 juillet 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « instituant le transfert des membres du personnel en service dans les centres du système d'appel unifié vers le SPF Intérieur », a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

1. Il ressort des documents joints à la demande d'avis que l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du département de l'Intérieur a en date du 30 mars 2011 remis un avis défavorable concernant le projet examiné et que, par un courrier du 6 avril 2011, le Secrétaire d'État au Budget, notamment eu égard à cet avis défavorable, n'a pas donné son accord budgétaire sur le projet à l'examen.

La notification de la décision du Conseil des ministres du 8 avril 2011 ne permet pas de déterminer s'il s'est prononcé sur l'accord budgétaire à la place du Secrétaire d'État au Budget. Comme la notification de la décision du Conseil des ministres déclare approuver les propositions qui lui ont été faites par une note du 5 avril 2011, il y a lieu de considérer que le Conseil des ministres n'a pu se prononcer spécifiquement sur l'accord budgétaire à donner au projet étant donné qu'on n'aperçoit pas comment une note datée du 5 avril 2011 aurait pu rendre compte d'un refus d'accord du Secrétaire d'État au Budget datant du 6 avril 2011 pour inviter le Conseil des ministres à se prononcer spécifiquement sur cette question.

Il faut donc en conclure que la formalité prévue par l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire et portant sur la nécessité

d'obtenir un accord budgétaire sur le projet d'arrêté royal à l'examen ne peut au stade actuel être considérée comme ayant été régulièrement accomplie.

L'auteur du projet doit donc veiller à obtenir l'accord du ministre ayant le Budget dans ses attributions ou, à défaut, l'accord budgétaire du Conseil des ministres sur le projet examiné.

2. Dans une lettre du 5 avril 2011, la ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions a subordonné son accord au projet à la réalisation de trois conditions :

1°) les articles 1^{er}, 1°, et 3, alinéa 2, du projet, ne peuvent recevoir l'assentiment de la ministre

« qu'à la condition que soit insérée dans la loi précitée (ndlr : il s'agit de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile) une disposition interprétative de l'article 206 précisant que ces membres du personnel deviennent bien, à l'issue de l'opération de fédéralisation, des agents de l'État » ;

2°) « Les articles 4, § 4, et 8, § 4, du projet envisagent l'octroi d'une prime de transfert aux membres du personnel qui, avant leur transfert, ont bénéficié de chèques-repas. Je tiens à préciser que le paiement de chèques-repas n'est pas prévu par le statut pécuniaire fédéral. Un tel octroi constituerait un dangereux précédent dans la fonction publique fédérale et ne peut, dès lors, être accepté dans son principe. C'est la raison pour laquelle je vous recommande la plus extrême prudence dans la rédaction du projet, en adoptant une formulation plus neutre et en ne mentionnant pas explicitement les termes 'chèque-repas' »;

3°) « L'article 9, § 2, du projet garantit au personnel communal contractuel la conservation du solde non utilisé de son capital de jours de congés pour maladie. Je rappelle que les contractuels sont soumis, en matière de congés de maladie, aux dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, de sorte que cette disposition est sans objet ».

Le projet ne tient aucun compte de ces observations de telle sorte qu'il y a lieu de considérer que l'accord du Ministre de la Fonction publique fait défaut.

L'auteur du projet doit donc veiller à obtenir cet accord ou, à défaut, l'accord du Conseil des ministres se prononçant spécifiquement sur les aspects fonction publique en tant qu'organe de recours après le désaccord du ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions.

Examen du projet

Observations générales

1. L'auteur du projet doit s'assurer que les éventuelles différences de traitement entre les agents qui pourraient résulter des règles prévues par le projet examiné pour ce qui concerne l'insertion du personnel communal statutaire dans les grades et échelles de traitement applicables au sein du SPF Intérieur, l'octroi d'allocations particulières à ce personnel et les règles en matière de congés pourront être justifiées au regard du principe d'égalité si elles venaient à être contestées.

2. En tant que le projet examiné contient des « dispositions relatives au personnel communal contractuel » qui ont pour objet de prévoir les règles selon lesquelles ce personnel se verra proposer un contrat de travail auprès du SPF Intérieur et les modalités de détermination du traitement qui sera lié à ce contrat, il ne trouve aucun fondement juridique dans la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, l'article 206, § 3, 2°, de cette loi visant uniquement « les modalités relatives à la nomination en tant que membre du personnel statutaire du SPF Intérieur ».

Pour ces dispositions de l'arrêté examiné, le fondement juridique est à rechercher dans l'article 4, alinéa 1^{er}, de la loi du 22 juillet 1993 'portant certaines mesures en matière de fonction publique', remplacé par la loi du 24 décembre 2002, qui dispose comme suit :

« Par dérogation à l'article 3 et sans préjudice des dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, sur proposition du ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les circonstances dans lesquelles il peut être procédé à l'engagement de personnes sous contrat de travail, les conditions et les modalités de leur engagement et leurs conditions de travail ».

Il s'ensuit que les articles 12 à 14 de l'arrêté examiné ne pourront être adoptés que si le ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions fait partie des ministres qui proposent l'arrêté en projet.

En ce qui concerne le personnel contractuel, il est au surplus rappelé que l'arrêté en projet ne peut déroger aux dispositions impératives de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail. Il s'impose aussi, à chaque fois que la matière réglée est, aux termes de la loi du 3 juillet 1978, considérée comme un élément essentiel de la relation de travail, que le contenu des règles en projet recueille l'accord des deux parties au contrat de travail et soit repris dans celui-ci lorsqu'une telle condition est requise par cette loi.

Observations particulières

Préambule

1. À l'alinéa 1^{er}, c'est l'article 206, § 3, 2° à 4°, de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile qu'il faut viser.

Cet alinéa sera donc rédigé comme suit : « Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, l'article 206, § 3, 2° à 4°, remplacé par la loi du 28 avril 2010 ; ».

Cet alinéa sera précédé par un nouvel alinéa 1^{er} visant la loi du 22 juillet 1993 dont il est question dans l'observation générale 2.

2. En ce qui concerne les alinéas 3 et 4, il est renvoyé aux observations sur les formalités préalables et à la nécessité d'obtenir un accord sur les aspects budgétaires et de fonction publique du projet, ce dont le préambule attestera.

3. À l'alinéa 5, il faut viser le protocole n° 173/3 du 24 juin 2011.

4. L'alinéa 6 sera complété par la référence et la date du présent avis.

5. Le proposant sera adapté compte tenu de la deuxième observation générale.

Dispositif

Article 4

La portée du paragraphe 3 doit être mieux précisée car le paragraphe 1^{er} auquel il renvoie n'a pas pour objet de déterminer de manière directe une « ancienneté utile », les règles relatives au calcul de l'ancienneté figurant plutôt à l'article 3, alinéas 2 et 3.

Article 7

1. Au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} prévoit que le personnel communal qui décide de rester soumis aux lois et règlements qui sont d'application à ce personnel ne pourra plus

bénéficier des avantages pécuniaires qui sont liés « à l'accès à ou à l'utilisation des installations communales culturelles, sportives ou similaires ».

Cette disposition est dépourvue de fondement légal car elle ajoute à l'article 207, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 mai 2007 qui ne contient pas pareille restriction. Elle doit donc être omise.

2. Selon l'article 207, alinéa 2, de la loi du 15 mai 2007, la décision que le membre du personnel communal peut prendre de rester soumis aux lois et règlements qui sont d'application au personnel communal doit être prise « dans les trois mois de la publication au Moniteur belge de l'arrêté royal » à l'examen.

Le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, qui énonce en violation de cette disposition légale que la décision concernée « doit être prise dans les 9 mois de la publication du présent arrêté au Moniteur belge » doit donc être omis.

3. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, la section de législation se demande pourquoi, pour ce qui concerne la fixation du « traitement de sauvegarde », il n'est pas fait référence à l'article 4, § 2, du projet.

4. Le Conseil d'État n'aperçoit pas clairement si les droits de promotion par avancement barémique dont il est question au paragraphe 2 concernent une promotion au sein de la commune ou une promotion au sein du SPF Intérieur. Ce paragraphe sera clarifié de ce point de vue.

5. La promotion ou la désignation visée au paragraphe 3 ne pourrait advenir qu'à la demande de l'intéressé puisque par hypothèse, il s'agit d'un membre du personnel qui a décidé de rester soumis aux lois et règlements qui sont d'application au personnel communal. Cela ne ressort pas à suffisance du texte en projet.

6. Au même paragraphe, il est renvoyé à l'article 4*bis*. L'arrêté en projet ne comportant pas d'article 4*bis*, cette disposition sera revue.

La chambre était composée de

Messieurs	M. HANOTIAU,	président de chambre,
	Ph. QUERTAINMONT,	conseillers d'État,
Mesdames	S. GUFFENS,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. P. RONVAUX, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

A.-C. VAN GEERSDAELE

M. HANOTIAU

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 50.015/2/V
VAN 3 AUGUSTUS 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede vakantiekamer, op 14 juli 2011 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit “tot overplaatsing naar de FOD Binnenlandse Zaken van de personeelsleden in dienst bij de centra van het eenvormig oproepstelsel”, heeft het volgende advies gegeven:

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

1. Uit de bij de adviesaanvraag gevoegde stukken blijkt dat de inspecteur van Financiën geaccrediteerd bij het departement Binnenlandse Zaken op 30 maart 2011 over het voorliggende ontwerp een ongunstig advies heeft uitgebracht en dat de staatssecretaris voor Begroting bij een brief van 6 april 2011 te kennen heeft gegeven dat hij, inzonderheid gelet op dat ongunstig advies, zich in budgettaire opzicht niet akkoord heeft verklaard met het voorliggende ontwerp.

Uit de notificatie van de beslissing van de Ministerraad van 8 april 2011 kan niet worden afgeleid dat de Ministerraad zich in de plaats van de staatssecretaris voor Begroting heeft uitgesproken over de budgettaire akkoordbevinding. Doordat in de notificatie van de beslissing van de Ministerraad verklaard wordt dat ingestemd wordt met de voorstellen die aan die Raad gedaan zijn bij een nota van 5 april 2011, moet ervan uitgegaan worden dat de Ministerraad zich niet specifiek heeft kunnen uitspreken over de budgettaire akkoordbevinding met betrekking tot het ontwerp, aangezien niet in te zien valt hoe in een nota die van 5 april 2011 dagtekent en waarin de Ministerraad verzocht wordt zich specifiek over die kwestie uit te spreken, melding had kunnen worden gemaakt van een weigering van akkoordbevinding van de staatssecretaris voor Begroting die van 6 april 2011 dagtekent.

De conclusie is dan ook dat er op dit ogenblik niet van uitgegaan kan worden dat op rechtsgeldige wijze voldaan is aan het vormvereiste voorgeschreven door het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, dat met betrekking tot het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit een budgettaire akkoordbevinding voorhanden moet zijn.

De steller van het ontwerp moet er bijgevolg op toezien dat met betrekking tot het voorliggende ontwerp een akkoordbevinding van de minister bevoegd voor Begroting voorhanden is, of bij ontstentenis daarvan, een budgettaire akkoordbevinding van de Ministerraad.

2. In een brief van 5 april 2011 heeft de minister bevoegd voor Ambtenarenzaken zijn akkoordbevinding van het ontwerp afhankelijk gesteld van de vraag of drie voorwaarden vervuld zijn:

1°) (Les articles 1^{er}, 1°, et 3, alinéa 2, du projet, ne peuvent recevoir l'assentiment de la ministre)

“qu'à la condition que soit insérée dans la loi précitée (ndlr : il s'agit de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile) une disposition interprétative de l'article 206 précisant que ces membres du personnel deviennent bien, à l'issue de l'opération de fédéralisation, des agents de l'État”;

2°) “Les articles 4, § 4, et 8, § 4, du projet envisagent l'octroi d'une prime de transfert aux membres du personnel qui, avant leur transfert, ont bénéficié de chèques-repas. Je tiens à préciser que le paiement de chèques-repas n'est pas prévu par le statut pécuniaire fédéral. Un tel octroi constituerait un dangereux précédent dans la fonction publique fédérale et ne peut, dès lors, être accepté dans son principe. C'est la raison pour laquelle je vous recommande la plus extrême prudence dans la rédaction du projet, en adoptant une formulation plus neutre et en ne mentionnant pas explicitement les termes ‘chèque-repas’”;

3°) “L'article 9, § 2, du projet garantit au personnel communal contractuel la conservation du solde non utilisé de son capital de jours de congés pour maladie. Je rappelle que les contractuels sont soumis, en matière de congés de maladie, aux dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, de sorte que cette disposition est sans objet”.

In het ontwerp wordt met die opmerkingen geenszins rekening gehouden, zodat ervan uitgegaan moet worden dat de akkoordbevinding van de minister van Ambtenarenzaken niet voorhanden is.

De steller van het ontwerp moet er bijgevolg op toezien dat die akkoordbevinding voorhanden is, of dat, bij ontstentenis daarvan, de Ministerraad zich akkoord verklaart wanneer hij als beroepsorgaan specifiek uitspraak doet over de aspecten ambtenarenzaken na de niet-akkoordbevinding tijdens de minister bevoegd voor Ambtenarenzaken.

Onderzoek van het ontwerp

Algemene opmerkingen

1. De steller van het ontwerp dient zich ervan te vergewissen dat de eventuele verschillende behandeling van personeelsleden die zou kunnen voortvloeien uit de regels waarin het voorliggende ontwerp voorziet op het stuk van de inschaling van het vastbenoemd gemeentepersoneel in de graden en weddenschalen die binnen de FOD Binnenlandse Zaken gelden, de toekenning van bijzondere toelagen aan dat personeel en de regels inzake verloven, gerechtvaardigd kunnen worden in het licht van het gelijkheidsbeginsel, mocht daaromtrent een betwisting rijzen.

2. Voor zover het voorliggende ontwerp “bepalingen met betrekking tot het contractueel gemeentepersoneel” bevat die ertoe strekken de regels te bepalen volgens welke aan dat personeel een arbeidsovereenkomst bij de FOD Binnenlandse Zaken zal worden voorgesteld, alsook nadere regels voor het vaststellen van de wedde die aan die overeenkomst verbonden zal zijn, is daarvoor geen enkele rechtsgrond te vinden in de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid, aangezien in artikel 206, § 3, 2°, alleen sprake is van “de modaliteiten met betrekking tot de benoeming tot statutair personeelslid van de FOD Binnenlandse Zaken”.

Voor die bepalingen van het voorliggende besluit is de rechtsgrond te vinden in artikel 4, eerste lid, van de wet van 22 juli 1993 ‘houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken’, vervangen bij de wet van 24 december 2002, weke bepaling als volgt luidt:

“In afwijking van artikel 3 en onverminderd de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, bepaalt de Koning, op voorstel van de minister bevoegd voor de Ambtenarenzaken, bij een besluit vastgelegd na overleg in de Ministerraad, de omstandigheden waarin er kan worden overgegaan tot de indienstneming van personen via arbeidsovereenkomst, de voorwaarden en de modaliteiten van hun indienstneming en hun arbeidsvoorwaarden.”

Daaruit volgt dat de artikelen 12 tot 14 van het voorliggende besluit alleen uitgevaardigd kunnen worden als de minister bevoegd voor Ambtenarenzaken een van de ministers is door wie het ontworpen besluit wordt voorgedragen.

In verband met het contractueel personeel wordt er voorts op gewezen dat met het ontworpen besluit niet mag worden afgeweken van de dwingende bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten. Telkens als de geregelde aangelegenheid in de zin van de wet van 3 juli 1978 beschouwd wordt als een wezenlijk punt

van de arbeidsverhouding, is voorts vereist dat de beide partijen bij de arbeidsovereenkomst het eens zijn over de inhoud van de ontworpen regels en dat die inhoud in de arbeidsovereenkomst wordt opgenomen wanneer zulks krachtens die wet verplicht is.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. In het eerste lid behoort te worden verwezen naar artikel 206, § 3, 2° tot 4°, van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid.

Dat lid behoort dan ook als volgt te worden gesteld: “Gelet op de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid, artikel 206, § 3, 2° tot 4°, vervangen bij de wet van 28 april 2010;”.

Dit lid behoort voorafgegaan te worden door een nieuw eerste lid waarin verwezen wordt naar de wet van 22 juli 1993 waarvan in algemene opmerking 2 sprake is.

2. In verband met het derde en het vierde lid wordt verwezen naar de opmerking over de voorafgaande vormvereisten en naar het feit dat er met betrekking tot het ontwerp een akkoordbevinding voorhanden moet zijn wat het budgettaire aspect en het aspect ambtenarenzaken ervan betreft, hetgeen uit de aanhef dient te blijken.

3. In het vijfde lid behoort te worden verwezen naar protocol nr. 173/3 van 24 juni 2011.

4. Het zesde lid dient te worden aangevuld met het kenmerk en de datum van dit advies.

5. Het voordrachtformulier dient te worden aangepast, rekening houdend met de tweede algemene opmerking.

Dispositief

Artikel 4

De reikwijdte van paragraaf 3 moet beter aangegeven worden, aangezien de paragraaf 1 waarnaar daarin verwezen wordt, er niet toe strekt rechtstreeks een “nuttige anciënniteit” te bepalen en de regels betreffende de berekening van de anciënniteit veeleer voorkomen in artikel 3, tweede en derde lid.

Artikel 7

1. In paragraaf 1, eerste lid, wordt bepaald dat de leden van het gemeentepersoneel die beslissen onderworpen te blijven aan de wetten en reglementen die op dat personeel van toepassing zijn, niet meer in aanmerking komen voor de geldelijke voordelen die verbonden zijn “aan de toegang tot of het gebruik van gemeentelijke of stedelijke culturele, sportieve of gelijkaardige faciliteiten”.

Die bepaling bezit geen rechtsgrond, aangezien ze een ruimere strekking geeft aan artikel 207, eerste lid, van de wet van 15 mei 2007, die geen dergelijke beperking bevat. Die bepaling dient dan ook te vervallen.

2. Volgens artikel 207, tweede lid, van de wet van 15 december 2007 moet de beslissing die het lid van het gemeentepersoneel kan nemen om onderworpen te blijven aan de wetten en reglementen die op het gemeentepersoneel van toepassing zijn, genomen worden “binnen de drie maanden die volgen op de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van het koninklijk besluit” dat in dit advies wordt onderzocht.

Paragraaf 1, tweede lid, waarin met schending van die wetsbepaling aangegeven wordt dat de beslissing in kwestie “dient genomen te worden binnen de 9 maanden na de bekendmaking van dit besluit in het Belgisch Staatsblad” behoort dan ook te vervallen.

3. In verband met paragraaf 1, derde lid, vraagt de afdeling Wetgeving zich af waarom, wat de bepaling van de “beschermingswedde” betreft, niet verwezen wordt naar artikel 4, § 2, van het ontwerp.

4. Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk of de rechten inzake bevordering door verhoging in weddenschaal waarvan in paragraaf 2 sprake is, betrekking hebben op een bevordering binnen de gemeente dan wel op een bevordering binnen de FOD Binnenlandse Zaken. Deze paragraaf dient uit dat oogpunt te worden verduidelijkt.

5. De bevordering of de aanwijzing waarvan in paragraaf 3 sprake is, kan alleen worden toegekend op verzoek van de betrokkene, aangezien het per definitie gaat om een personeelslid dat beslist heeft onderworpen te blijven aan de wetten en reglementen die op het gemeentepersoneel van toepassing zijn. Zulks blijkt niet voldoende uit de ontworpen tekst.

6. In diezelfde paragraaf wordt verwezen naar artikel 4*bis*. Aangezien het ontworpen besluit geen artikel 4*bis* bevat, dient deze bepaling te worden herzien.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	M. HANOTIAU,	kamervoorzitter,
	Ph. QUERTAINMONT,	staatsraden,
de Dames	S. GUFFENS,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer P. RONVAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer J. JAUMOTTE, staatsraad.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE

M. HANOTIAU